

OTC



Ararat Mirzoyan dénonce le racisme systémique de Bakou

Le ministère arménien des Affaires étrangères a publié le 3 décembre une déclaration, faisant référence au meurtre d'un civil de l'Artsakh par les forces armées azerbaïdjanaises le même jour.

"Alors qu'il effectuait des travaux agricoles près de la communauté de Chartar, dans la région de Martuni en Artsakh, Seyran Sargsyan, un résident de Chartar, a été capturé et délibérément tué par des unités azerbaïdjanaises le 3 décembre.

Nous condamnons fermement et considérons comme inadmissible le meurtre d'un civil par les forces armées azerbaïdjanaises en violation flagrante du droit humanitaire international.

Il est à noter que les attaques et les actes de terrorisme contre la population civile arménienne de l'Artsakh deviennent systémiques, ce qui est le résultat de la justification par Bakou de crimes similaires commis antérieurement par les forces armées azerbaïdjanaises avec des motifs sans fondement, ce qui conduit à la récurrence d'un tel comportement.

Les récentes atrocités commises par les forces armées azerbaïdjanaises contre la population civile de l'Artsakh s'inscrivent dans la continuité de la politique d'anti-

arménisme, d'expulsion et de nettoyage ethnique de l'Artsakh menée par les autorités azerbaïdjanaises, ce qui prouve une fois de plus que garantir la sécurité physique et le droit à la vie des Arméniens de l'Artsakh est impossible sous la juridiction de l'Azerbaïdjan.

En enquêtant correctement sur cette attaque et les attaques précédentes contre des civils et en traduisant les auteurs en justice, on peut créer les conditions préalables à la prévention de crimes similaires à l'avenir".

Avec ArmenPress

2- Les Nouvelles d'Arménie

04/12/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86811

La route de contournement n'est pas une solution, car la sécurité des personnes n'est pas assurée selon Arman Tatoyan le Médiateur de la République d'Arménie

La voie alternative dans la région de Syunik pour contourner la partie occupée de la route entre Goris et Kapan par les forces azéries, n'est pas une solution, car la sécurité des personnes n'est pas assurée, écrit le médiateur de la République d'Arménie, Arman Tatoyan sur sa page Facebook.

« Les forces armées azéries continuent de surveiller les civils et leurs maisons. Ils privent intentionnellement les personnes.

Nous devons diagnostiquer correctement la cause du problème afin de lutter efficacement contre le problème. Les forces armées azéries violent quotidiennement les droits des citoyens ordinaires vivant dans les zones frontalières de notre pays.

Par conséquent, ils doivent quitter nos villages, dans de nombreux cas près des maisons et des routes des gens, il doit y avoir une zone de sécurité démilitarisée. Cela ne signifie pas que nous décidons immédiatement de quel territoire il s'agit ou de qui. Il sera décidé plus tard à la suite de la délimitation et de la démarcation.

Nous devons simplement rétablir de toute urgence la vie normale et normale du peuple, sans l'équipement et les forces armées qui perturbent cette vie, afin que

nous ne permettons pas aux gens de continuer à souffrir à cause d'actions sans fondement azerbaïdjanais. De plus, cela s'applique à tous leurs déploiements et pas seulement aux incursions de mai.

De plus, cela est entièrement dû aux exigences internationales (OSCE, ONU, etc.).

Je considère qu'il est nécessaire de mentionner que nous avons vu la communauté, les organes de l'administration régionale, les troupes frontalières du Service de Sécurité nationale de la République d'Arménie, les policiers ou simplement les habitants des villages voisins faire des efforts et de l'énergie pour rendre les routes praticables, pour aider les gens.

Nous travaillerons avec les organes de l'État sur chaque cas individuel et continuerons à justifier la nécessité d'une zone démilitarisée par le biais de rapports spéciaux aux organisations internationales » a écrit Arman Tatoyan.

Krikor Amirzayan

3- Le Point

04/12/2021

https://www.lepoint.fr/europe/migrants-congres-lr-armenie-les-verites-de-nathalie-loiseau-04-12-2021-2455246_2626.php

Migrants, congrès LR, Arménie... Les vérités de Nathalie Loiseau

ENTRETIEN. La députée européenne et ancienne ministre des Affaires étrangères s'inquiète de la tonalité eurosceptique de la campagne des Républicains.

Propos recueillis par Emmanuel Beretta

[À la veille de la présidence française de l'UE](#), [Nathalie Loiseau](#), eurodéputée Renew, spécialiste des questions de défense, se réjouit de l'installation à Berlin du [gouvernement allemand](#) le plus proeuropéen depuis [Helmut Kohl](#). Entre la création d'une force d'intervention européenne, le revenu minimum européen, le nucléaire dans la transition énergétique et la crispation avec le [Royaume-Uni](#) de [Boris Johnson](#), les sujets en attente de décisions ne manquent pas. Mais la campagne électorale française montre aussi à quel point l'Europe reste un terrain controversé, contrairement au débat allemand. Les analyses de l'ancienne ministre des Affaires européennes d'Emmanuel Macron dans notre grand entretien du week-end.

Le Point : Les Républicains désignent leur candidat ce samedi. L'immigration a pris une place déterminante dans les débats. N'est-ce pas, sur ce terrain, l'un des points faibles du quinquennat du président ? On le voit encore ces jours-ci avec le contentieux britannique dans la Manche...

Nathalie Loiseau : Ce que l'on voit dans la Manche, c'est d'abord [près de trente morts](#), une tragédie. L'immigration n'est pas une affaire de postures électoralistes, c'est une question de vies humaines. Instrumentaliser une question de vies humaines pour tenter de grappiller des voix, c'est détestable. Ce que l'on voit aussi dans la Manche, ce sont les limites des discours simplistes. Le gouvernement britannique a promis l'immigration zéro et a verrouillé les voies légales d'entrée au Royaume-Uni, tout en fermant les yeux sur le travail des clandestins. C'est un véritable encouragement à l'immigration illégale.

Ceux qui, en France, copient Boris Johnson, peut-être parce qu'ils l'ont trop fréquenté, devraient y réfléchir à deux fois. La véritable réponse, c'est ce que fait Emmanuel Macron depuis quatre ans. Dialoguer avec les pays d'origine et de transit des migrations illégales, parfois avec beaucoup de fermeté, comme on l'a vu avec la réduction des visas pour les pays du Maghreb, mais toujours avec une volonté constante de lutter contre les racines des migrations : conflits, pauvreté, terrorisme, mauvaise gouvernance. Et pousser à une politique européenne plus coopérative, que ce soit dans le contrôle des frontières extérieures, dans la lutte contre les réseaux de passeurs, mais aussi dans l'accueil et l'intégration de ceux qui relèvent effectivement du statut de réfugié.

(...)

Sur la défense, [la « boussole stratégique »](#), présentée par le haut représentant Josep Borrell, a-t-elle une chance, selon vous, d'aboutir à une ébauche de force d'intervention rapide ? Et comment résoudre la question du centre de commandement unique puisqu'on ne peut pas décider à 27 quand il s'agit d'agir vite et en terrain hostile ?

Josep Borrell a fait des propositions d'une grande qualité, à la fois ambitieuses et réalistes, pour faire avancer la défense européenne, ce que 63 % des Français appellent de leurs vœux (eurobaromètre ViaVoice). Nous devons renforcer notre capacité à agir vite dans des environnements complexes. Regardez l'évacuation de Kaboul qui a suivi la victoire des talibans et ce qui nous a manqué, en dépit de l'engagement remarquable de nos hommes à titre national : des troupes européennes habituées à travailler ensemble, avec des matériels compatibles, capables de se déployer rapidement, de sécuriser un aéroport, d'organiser un pont aérien et de rapatrier nos ressortissants. Heureusement que les Américains étaient là. Mais ils ne seront pas toujours au rendez-vous. C'est donc une capacité de déploiement rapide qu'il faut développer.

La question du commandement unique des opérations extérieures de l'Union européenne se pose évidemment. Longtemps, elle a été bloquée par... le Royaume-Uni, qui ne voulait pas en entendre parler. Faisons en sorte de tirer avantage de leur départ pour avancer. Quant au mode de décision politique, à l'unanimité, si l'on travaille à l'avance sur des scénarios de déploiement, si l'on poursuit dans la construction d'une culture stratégique commune et dans une évaluation partagée des menaces - ce que nous avons commencé à faire -, cette question doit pouvoir être résolue.

Une force d'interposition européenne aurait-elle, par exemple, vocation à s'interposer en Arménie ?

Les missions extérieures de l'Union européenne répondent toujours à des mandats des Nations unies et se déroulent toujours avec le plein accord des États concernés. L'Europe est ainsi présente en Géorgie et son rôle fait l'objet d'une appréciation très positive. Pourtant, il s'agit d'une mission d'observation, non armée. Ce que je regrette, s'agissant du conflit du Haut-Karabakh et des tensions entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, c'est que l'Union européenne et l'OSCE se soient

insuffisamment mobilisées et aient laissé l'Azerbaïdjan déclencher les hostilités avec le soutien massif de la Turquie, puis la Russie assumer seule la surveillance du cessez-le-feu. Lorsque nous sommes absents, d'autres puissances occupent le terrain. Mais, qu'il s'agisse de la Turquie ou de la Russie, leur objectif n'est pas celui de parvenir à la paix, seulement d'étendre leur influence.

Vous êtes quelques parlementaires européens à vous mobiliser pour l'Arménie. Que peut-on faire ?

De manière assez inhabituelle, nous avons choisi de nous réunir entre parlementaires d'appartenances politiques très différentes - François-Xavier Bellamy pour les LR, Sylvie Guillaume pour le PS, François Alfonsi pour Régions et Peuples solidaires (allié à EELV) et moi-même pour la majorité présidentielle -, organisons le 6 décembre une soirée de soutien au peuple arménien. Nous voulons sensibiliser aux conséquences du conflit du Haut-Karabakh, qui s'est encore enflammé l'an dernier, et des [attaques que subit l'Arménie](#) de la part de l'Azerbaïdjan. Pour parvenir à la paix, il faut certes exercer une médiation, veiller à entendre de manière équilibrée les préoccupations de tous les acteurs, mais cela ne veut pas dire rester neutre. L'an dernier et de nouveau cette année, il y a eu un agresseur, l'Azerbaïdjan, et un peuple menacé, le peuple arménien.

Il faut impérativement obtenir le retour de tous les prisonniers de guerre détenus illégalement en Azerbaïdjan, sans condition ni marchandage, mener à bien le déminage des zones où des civils risquent encore de perdre leur vie, aider les personnes déplacées et les blessés de guerre, veiller à la démarcation définitive de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, protéger et restaurer le patrimoine culturel menacé. Nous savons que le règlement définitif du conflit du Haut-Karabakh prendra du temps, mais il devra prendre en compte la volonté des populations concernées. À l'issue de la soirée du 6 décembre, nous adopterons une déclaration finale qui reprend nos convictions partagées. Pour la France, l'Arménie n'est pas un pays comme un autre.

Vous avez été à l'origine de la résolution adoptée par le Parlement européen sur le groupe Wagner, ces mercenaires russes qui sévissent dans de nombreux conflits. Peut-on affirmer que le groupe Wagner est le faux nez de Vladimir Poutine ?

Cela fait peu de doutes. [Le groupe Wagner](#) a partie liée avec l'appareil d'État russe. Il dispose d'une base d'entraînement commune avec le GRU, s'appuie sur les services consulaires et le service de santé de l'armée russe, son principal financier, Evgueni Prigojine, a fait fortune grâce à des contrats avec l'armée russe. Et surtout, il intervient là où le régime russe veut pousser ses pions : Ukraine, Syrie, Libye, Centrafrique. Il cherche maintenant à s'implanter au Mali. Ajoutons qu'Evgueni Prigojine est aussi connu pour son rôle dans la diffusion de campagnes de désinformation, aux États-Unis notamment, mais aussi maintenant en Afrique, contre la présence européenne, notamment française.

Quelles sanctions l'UE peut-elle adopter contre ces mercenaires ?

L'UE a enfin pris conscience du caractère profondément déstabilisateur du groupe Wagner et a décidé de prendre des sanctions. Il faut viser les hommes du groupe Wagner mais aussi les entreprises de cette nébuleuse qui essaie de passer entre les mailles du filet en utilisant des identités variées et remonter aux commanditaires. Nous devons également aider les pays qui, comme l'Ukraine, cherchent à poursuivre des mercenaires de Wagner en intensifiant la coopération policière et judiciaire à chaque fois que c'est possible. On parle de crimes de guerre avérés. Ayons aussi à l'esprit que, dans un conflit comme celui du Haut-Karabakh, des mercenaires syriens ont été envoyés par la Turquie aux côtés de l'Azerbaïdjan. Il s'agit d'une privatisation de l'action militaire, destinée à diluer les responsabilités et à ne pas laisser de traces.

La résolution a été votée par 585 voix. Comment expliquez-vous les 40 votes négatifs et les 43 abstentions ?

La résolution que j'ai lancée décrit avec précision les exactions dont ces mercenaires sont coupables : viols, déplacements de populations, pillages, exécutions sommaires... Elle a été très largement votée. Pourtant, le Rassemblement national a voté contre et La France insoumise s'est abstenu. Il semble que, pour ces deux partis, dénoncer le comportement des proches de Vladimir Poutine soit au-dessus de leurs forces. C'est consternant.

Votre collègue parlementaire Raphaël Glucksmann souligne que nous sommes souvent inefficaces dans nos sanctions européennes car certains pays demandent qu'on exempte certains responsables avec lesquels ils

commercent. Il dit que l'UE ne veut pas payer le prix des sanctions, que ce soit dans l'affaire biélorusse ou autres. Partagez-vous son analyse ?

Je travaille avec Raphaël Glucksmann au Parlement européen pour mettre en lumière les ingérences étrangères dans nos démocraties, qui sont une réalité dont nos opinions publiques mesurent encore insuffisamment l'ampleur. Nous sommes en phase sur le diagnostic et les réponses à apporter à ces ingérences inadmissibles. S'agissant des sanctions, elles ne sont pas toujours un but en elles-mêmes. La menace de sanctions a commencé à faire reculer Alexandre Loukachenko et l'Europe a su être unie. C'est un pas positif à saluer. Mais, plus largement, des sanctions économiques peuvent avoir un impact sur des États membres qui ont des relations commerciales avec des États tiers dont nous cherchons à faire évoluer le comportement. Nous devrions réfléchir à la façon dont l'Union européenne pourrait compenser de manière solidaire les pertes subies par un pays européen du fait de sanctions imposées à un État tiers. Mais nous devons surtout apprendre à parler le langage de la puissance pour décourager les tentatives incessantes d'États autoritaires qui cherchent à saper nos démocraties.

4- Les Nouvelles d'Arménie

03/12/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86793

Chypre adopte une résolution condamnant l'agression de l'Azerbaïdjan contre l'Arménie et l'Artsakh

La Chambre des représentants (Parlement) de Chypre a adopté à l'unanimité une résolution sur « *l'agression continue de l'Azerbaïdjan contre les Arméniens et la situation actuelle dans le Haut-Karabagh* » indique l'Ambassade d'Arménie à Chypre.

"La résolution condamne l'agression azerie contre l'Arménie et l'Artsakh, demande instamment de mettre en œuvre les dispositions de la déclaration du

9 novembre 2020 sur le cessez-le-feu, y compris la libération des captifs. Dans le même temps, elle appelle la communauté internationale à agir de manière à mettre fin à l'agression de l'Azerbaïdjan contre l'Arménie, et exhorte les organisations internationales à fournir une aide humanitaire à la population de l'Artsakh.

La résolution condamne également l'implication de la Turquie dans la guerre déclenchée contre le Haut-Karabagh" a déclaré l'Ambassade dans un communiqué. Source Armenpress.

par [Krikor Amirzayan](#)

5- Asbarez

03/12/2021

<https://asbarez.com/mirzoyan-discusses-karabakh-settlement-with-minsk-group-co-chairs/>

Mirzoyan Discusses Karabakh Settlement with Minsk Group Co-Chairs

Armenia's Foreign Minister Ararat Mirzoyan met with the OSCE Minsk Group Co-Chairs Igor Khovaev of Russia, Brice Roquefeuil of France and Andrew Chaffer of the United States in Stockholm on Friday. Personal Representative of the OSCE Chairman-in-Office Andrzej Kasprzyk also took part in the meeting.

During the meeting, the importance of fully expanding the peace process within the framework of the OSCE Minsk Group Co-chairs and under its mandate was stressed, according to a statement issued by Armenia's Foreign Ministry.

Mirzoyan told the co-chairs that the continuous belligerent rhetoric of the Azerbaijani leadership and aggressive actions are unacceptable, highlighting the need for taking concrete steps to reduce tensions in Nagorno Karabakh and the region.

The foreign minister considered it necessary to resolve humanitarian issues immediately, in particular, the immediate return of prisoners of war and other detainees, the documentation of cases of enforced disappearances, the preservation of the Armenian historical and cultural heritage in the territories

under Azerbaijani control, the creation of opportunities for international organizations to operate in Nagorno Karabakh.

Mirzoyan offered Yerevan's commitment to continue working within the framework of the OSCE Minsk Group Co-Chairs' mandate for a comprehensive, lasting settlement of the Nagorno Karabakh conflict based on the well-known principles and elements.

On Thursday, Russia's Foreign Minister Sergei Lavrov said that the OSCE Minsk Group Co-Chair countries adopted a statement on the settlement of the Nagorno Karabakh conflict.

"Within the framework of the OSCE, the Foreign Ministers of Russia, the United States and France, as OSCE Co-Chairs, adopted a statement on the settlement of the Nagorno-Karabakh conflict, praising Russia's mediation efforts, inter alia. Of course, we would like to see more results of this session, including a political declaration, which has failed to be adopted for 10 years," Lavrov said, adding that parties have attempted to add minor issues into the declaration.

6- Les Nouvelles d'Arménie

03/12/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86779

La « Russie Unie » de Poutine offre une tribune à l'ex-président Sarkissian pour critiquer les autorités actuelles d'Arménie

L'ancien président arménien Serge Sarkisian a mis à profit une visioconférence internationale organisée mercredi 1^{er} décembre par le parti « Russie unie » au pouvoir à Moscou pour se livrer à une critique sévère des autorités actuelles de l'Arménie et de leur bilan politique et économique. Volontiers ironique, celui qui dirigea l'Arménie pendant dix ans et était bien décidé à conserver le pouvoir jusqu'à ce que Nikol Pachinian l'en chasse en avril 2018 à la faveur de la « révolution de velours », a estimé dans son intervention que les politologues pourraient désormais tenir son pays pour un cas d'école pour étudier les « conséquences ruineuses » et délétères d'un pouvoir populiste. "Avant le coronavirus, de nombreux pays à travers le monde, dont l'Arménie, étaient

infectés par un autre virus extrêmement dangereux, le virus du populisme”, a déclaré S.Sarkissian en ajoutant : “J’ai peine à le dire, mais mon pays ressent aujourd’hui dans sa chair les conséquences ruineuses d’un pouvoir inepte exercé par des populistes amateurs”. S.Sarkissian en a profité pour souligner une fois encore la responsabilité du gouvernement de Nikol Pachinian dans la défaite de l’Arménie face à l’ Azerbaïdjan lors de la guerre de l’automne dernier au Karabagh. “L’armée et le corps diplomatique, qui ont été totalement brisés par le régime populiste depuis trois ans, n’ont pas été en mesure de faire face à l’agression de l’Azerbaïdjan. Je voudrai une fois encore réaffirmer que cela n’a pas été la défaite de notre peuple mais celle d’une poignée de démagogues d’une irresponsabilité criminelle”, a martelé l’ex-président, âgé de 67 ans, à l’occasion de cet évènement médiatique en ligne présidé par l’ancien premier ministre russe Dmitry Medvedev. Anush Beghloyan, une députée du Parti Contrat civil, le groupe de Pachinian majoritaire au Parlement arménien, n’a pas tardé pour rejeter ces accusations. “Le corps diplomatique de l’Arménie et la diplomatie parlementaire font tout leur possible pour défendre la souveraineté de l’Arménie et ses intérêts nationaux”, a-t-elle déclaré, citée par le Service arménien de RFE/RL, en ajoutant que l’équipe politique actuellement au pouvoir en Arménie avait remporté les élections législatives anticipées du 20 juin. En écho aux déclarations d’autres représentants de l’opposition, S.Sarkissian, dont le parti est membre de la 3^e formation du Parlement, l’alliance d’opposition Badiv Ounem (J’ai de l’honneur), a souligné pour sa part que ces élections n’avaient pas mis un terme à la crise politique dans laquelle l’Arménie se débat depuis la guerre. Il a affirmé qu’au contraire, elles avaient plongé le pays dans un “nouveau cycle infernal” marqué par les attaques de l’Azerbaïdjan contre le territoire souverain internationalement reconnu, de l’Arménie. S.Sarkissian, qui avait dû céder le pouvoir à Pachinian sous la pression de la rue et sous les accusations de corruption et de mauvaise gouvernance, doit rendre à nouveau des comptes devant la justice arménienne dans le cadre d’une affaire de détournements de fonds publics qu’il aurait couvert durant son double mandat (2008-2018). Ses attaques contre Pachinian interviennent deux semaines après qu’une nouvelle procédure ait été engagée contre lui pour faits de corruption. Il continue à diriger le Parti républicain d’Arménie (HHK), ancienne formation au pouvoir qui doit désormais partager une poignée de députés sur les bancs de l’alliance Badiv Ounem avec le parti Patrie d’Arthur Vanetsian, qui avait été limogé en septembre 2019 de la direction du Service de la Sécurité nationale où l’avait placé en mai

2018 N.Pachinian et s'est rangé depuis dans une opposition déclarée au gouvernement de son ancien allié politique. L'ironie veut que les critiques en populisme adressées par S.Sarkissian au gouvernement de N.Pachinian aient eu pour cadre et tribune un événement organisé par le parti Russie unie de Poutine, qui ne cache pas son soutien aux partis et gouvernements populistes d'Europe et d'ailleurs, et qui est lui-même dénoncé pour son populisme et son autoritarisme, de façon plus insistante encore depuis les soupçons de fraudes et irrégularités qui ont entaché sa victoire aux dernières législatives en septembre.

par [Garo Ulubeyan](#)

7- Les Nouvelles d'Arménie

02/12/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86749

Russes, Arméniens et Azéris poursuivent leurs discussions sur les liaisons de transport

De hauts responsables russes, arméniens et azerbaïdjanais se sont réunis mercredi 1^{er} décembre à Moscou pour tenter de mettre au point les derniers détails d'un accord attendu sur le rétablissement des liaisons de transport entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

La réunion a débuté moins d'une semaine après que les dirigeants des trois États se soient entretenus dans une autre ville russe, Sotchi. Ils ont fait état de nouveaux progrès en vue de l'ouverture de la frontière arméno-azerbaïdjanaise au trafic de passagers et de marchandises.

Le président russe Vladimir Poutine a déclaré qu'un groupe de travail trilatéral chargé de cette question se réunirait à Moscou dans les prochains jours pour annoncer « les décisions dont nous sommes convenus aujourd'hui ». Il n'a pas donné de détails.

La session du groupe codirigé par les vice-premiers ministres de Russie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan a commencé dans l'après-midi et n'était toujours pas

terminée tard dans la soirée.

« Je ne peux pas donner à ce stade de détails sur l'ordre du jour du groupe de travail trilatéral », a déclaré plus tôt dans la journée une porte-parole du vice-premier ministre Mher Grigorian.

Le cessez-le-feu négocié par la Russie, qui a mis fin à la guerre du Haut-Karabakh l'année dernière, engage l'Arménie à ouvrir des liaisons ferroviaires et routières entre l'Azerbaïdjan et son exclave du Nakhitchevan. L'Arménie devrait pouvoir, pour sa part, utiliser le territoire azerbaïdjanais comme voie de transit pour les cargaisons à destination de la Russie et de l'Iran.

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a affirmé à plusieurs reprises que l'accord prévoyait un « corridor » spécial qui relierait le Nakhitchevan au reste de l'Azerbaïdjan via la province arménienne de Syunik. Commentant les discussions de Sotchi ce week-end, il a déclaré que le « corridor de Zangezur devient une réalité ».

Le ministère arménien des Affaires étrangères a effectivement démenti cette affirmation mardi. M. Grigorian a également insisté sur le fait que les trois dirigeants ont discuté de liaisons de transport transfrontalières classiques, et non de « routes extraterritoriales » comme l'a laissé entendre M. Aliyev.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

8- Les Nouvelles d'Arménie

02/12/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86767

Les États-Unis saluent la reprise du dialogue direct entre les gouvernements d'Arménie et d'Azerbaïdjan

Les États-Unis se félicitent de la reprise du dialogue direct entre les gouvernements de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, a déclaré le Secrétaire d'État américain, Anthony Blinken dans ses remarques au Conseil ministériel de

l'OSCE à Stockholm le 2 décembre.

« Dans le Caucase, nous nous félicitons de la reprise du dialogue direct entre les gouvernements d'Arménie et d'Azerbaïdjan, et nous les exhortons à progresser sur les questions humanitaires, notamment les détenus, le déminage, les personnes disparues, les enquêtes sur les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international, et à demander des comptes aux auteurs de ces violations. Et j'espère que nous pourrions travailler ensemble, y compris avec la Russie, pour continuer à progresser » a déclaré le Secrétaire d'État américain Anthony Blinken. Il ajouta *« Nous exhortons toutes les parties à résoudre les autres questions en suspens, telles que la délimitation et la démarcation des frontières, le rétablissement des liens économiques et de transport, et à poursuivre leur engagement auprès des coprésidents du Groupe de Minsk en vue d'un règlement pacifique durable du conflit du Haut-Karabagh. »* Armenpress.

par [Krikor Amirzayan](#)

9- Les Nouvelles d'Arménie

02/12/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86752

Bakou brouille les ondes et les communications

La partie azerbaïdjanaise perturbe délibérément les communications mobiles et la connexion Internet en Artsakh, déclare le défenseur des droits de l'homme Gegham Stepanyan.

Le personnel de l'Ombudsman des droits de l'homme de la République d'Artsakh a été alerté pour la première fois de ce problème en août. Après discussion avec les troupes russes sur place, le problème semblait réglé. Mais depuis le 9 novembre 2021, après la visite d'Aliev dans la ville occupée de Chouchi, les dysfonctionnements graves ont recommencé.

Le problème est plus aigu dans les communautés situées à proximité de la ligne de contact en raison de l'agression azerbaïdjanaise et turque et de l'occupation

du territoire de l'Artsakh en 2020. Dans certaines communautés, il n'y a pas de connexion du tout.

« Il ne fait aucun doute que l'accès à la communication mobile et à l'Internet sur le territoire de l'Artsakh est délibérément brouillé en influençant les fréquences et les moyens techniques utilisés par les sociétés fournissant des services dans le domaine des télécommunications », déclare le médiateur.

Selon lui, l'Azerbaïdjan utilise toutes les méthodes pour violer les droits de l'homme de la population de l'Artsakh et causer des désagréments. « Dans ce cas particulier, les actions de la partie azerbaïdjanaise créent des obstacles au droit du peuple d'Artsakh à la liberté d'utiliser les télécommunications et d'autres moyens d'information, » dit Stepanyan.

Il a attiré l'attention des organes compétents et des troupes russes de maintien de la paix sur cette question, qui est importante non seulement pour la protection des droits de l'homme, mais aussi pour son caractère humanitaire.

Avec Public Radio of Armenia

10- Le Courrier d'Erevan

02/12/2021

<https://www.courrier.am/fr/region/larmenie-pourrait--devenir-une-plaque-tournante-importante-dans-le-corridor-nord-sud>

L'Arménie pourrait devenir une plaque tournante importante dans le corridor Nord-Sud

La Banque eurasiatique de développement a présenté dans son étude l'importance de la mise en œuvre du projet Nord-Sud pour l'Arménie. Le rapport note que le corridor pourrait jouer un rôle important dans l'amélioration de la connectivité des transports de l'Arménie avec les marchés extérieurs.

Le corridor routier Nord-Sud, qui en est actuellement aux dernières étapes de sa construction et doit relier l'Arménie à l'Iran, pourrait être complété par un

nouveau tronçon Kvesheti-Kobi de 23 kilomètres, comprenant un tunnel de 10 kilomètres sur le territoire géorgien. « *En complément de la route existante menant au poste-frontière routier russo-géorgien de Haut Lars, le tunnel ouvrira de nouvelles perspectives pour le développement des possibilités de transport et de communication pour la République d'Arménie et l'accès de ses marchandises aux marchés étrangers. L'Arménie pourrait devenir une importante plaque tournante du transit* », note le rapport.

Il est également rapporté que le lancement du corridor de transport à travers l'Arménie revêt une importance stratégique pour l'Iran et l'Inde. L'Iran sera en mesure de diversifier les voies d'approvisionnement vers la Russie et l'Europe. Actuellement, la plupart des échanges commerciaux entre l'Iran et la Russie passent par l'Azerbaïdjan, tandis que les marchandises iraniennes sont expédiées vers l'Europe via la Turquie. Toutefois, l'adhésion de l'Arménie au corridor de transport international, selon les experts de la Banque eurasiatique de développement, ne sera possible que si un tronçon de l'autoroute nationale Nord-Sud est construit, réduisant ainsi la distance entre la frontière géorgienne et la frontière iranienne. Il est également noté que la construction de sections du corridor routier Nord-Sud en Arménie sera réalisée en coopération avec des partenaires internationaux, y compris pour les appels d'offres et la collecte de fonds.

11- Les Nouvelles d'Arménie

02/12/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86750

Un vétéran de la guerre du Karabakh arrêté pour coup d'État

Un éminent vétéran de guerre très critique à l'égard du gouvernement arménien a été arrêté mercredi 1^{er} décembre un an après avoir été accusé d'avoir comploté pour assassiner le Premier ministre Nikol Pachinian.

Ashot Minasian était le commandant d'une milice de volontaires de la ville de Sisian, dans le sud-est du pays, qui a pris part aux guerres de 1991-1994 et de 2020 dans le Haut-Karabakh.

Minasian et trois personnalités de l'opposition ont été arrêtés en novembre 2020 au cours de manifestations antigouvernementales à Erevan, déclenchées par la défaite de l'Arménie dans la guerre de six semaines avec l'Azerbaïdjan, arrêtée par un cessez-le-feu négocié par la Russie.

Le Service national de sécurité (NSS) les a accusés de comploter pour tuer Pachinian et renverser son gouvernement. Le NSS a affirmé avoir trouvé de grandes quantités d'armes et de munitions dans une propriété appartenant à Minasian.

Les quatre hommes ont rejeté les accusations comme étant politiquement motivées avant d'être libérés par les tribunaux quelques jours plus tard. L'un d'eux, Artur Vanetsian, a dirigé le NSS de 2018 à 2019. Il dirige désormais l'un des deux groupes d'opposition représentés au Parlement arménien.

Agissant sur le recours des procureurs, la Cour de cassation d'Arménie a ordonné en octobre dernier aux juridictions inférieures de tenir de nouvelles audiences sur la détention provisoire de Minasian.

Un tribunal de première instance d'Erevan a ensuite refusé de le placer en détention provisoire. La Cour d'appel a annulé cette décision mercredi.

L'arrestation de Minasian qui s'en est suivie a été vivement condamnée par les politiciens de l'opposition et d'autres détracteurs du gouvernement Pachinian. Aram Vardevanian, avocat et législateur représentant le principal bloc d'opposition Hayastan, a qualifié cette arrestation de nouveau coup porté à l'indépendance de la justice en Arménie.

Au début de l'année, le ministère arménien de la Justice a demandé à l'organisme de surveillance judiciaire du pays de prendre des mesures disciplinaires à l'encontre d'un juge qui avait refusé de délivrer un mandat d'arrêt contre Minasian en novembre 2020. Le juge, Arman Hovannisian, a décrit cette mesure comme une rétribution du gouvernement pour sa décision.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

02/12/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86773

Lettre ouverte au Président de la République

LETTRE OUVERTE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, EMMANUEL MACRON

Monsieur le Président,

Dans le journal turinois « Grido del popolo », en date du 16 juin 1916, alors que le génocide poursuit son cours, le jeune Antonio Gramsci montre déjà la frontière qui sépare l'Arménie et les Arméniens du reste du monde et qualifiant cette frontière, il suggère aux uns et aux autres des pistes à suivre pour rompre l'isolement : « Cela se passe toujours ainsi. Pour qu'un fait nous intéresse, nous émeuve, qu'il devienne une partie de notre vie intérieure, il faut qu'il se passe près de nous, près de gens dont nous avons entendu parlé et qui sont en cela dans l'horizon de notre humanité /.../ C'est une grande souffrance que de ne pas être reconnu. Cela veut dire rester isolé, enfermé dans sa propre douleur, sans possibilité d'aide, de réconfort. Pour un peuple, pour une race, cela signifie sa lente dissolution, l'annihilation progressive de tout lien international, l'abandon à soi-même, désarmé ».

Au tout début des hostilités, et parmi les premiers, c'est cette piste que vous avez suivie, Monsieur le Président. Vous avez qualifié l'agresseur, vous avez dénoncé le déploiement de combattants syriens djihadistes qui ont transité par la Turquie pour rejoindre la coalition qui a attaqué l'Artsakh (Haut-Karabakh) et vous avez fait le constat qu'une « ligne rouge » avait été franchie par M. Erdogan. Dans le même temps, en France, dès les premières heures de la guerre, sénateurs et députés se sont mobilisés en faveur des forces arméniennes qui s'opposaient à une coalition militaire infiniment supérieure où se retrouvaient l'Azerbaïdjan, la Turquie, des supplétifs djihadistes de diverses origines et de maints pays vendeurs d'armes ne voulant pas manquer l'opportunité de cette vitrine offerte à leurs derniers modèles. Les morts, les disparus se sont comptés par milliers et la nature des blessures a suscité la stupeur des chirurgiens qui tentaient de

prodiguer leurs soins.

Alors que le Parlement français, en ses deux chambres, est devenu un bastion pro-arménien, alors qu'il commémore aujourd'hui, au nom des valeurs universelles, les résolutions votées l'année dernière en faveur de la reconnaissance de l'indépendance de l'Artsakh, alors que le lien ancestral qui lie la France à l'Arménie trouve chaque jour davantage des mots pour le dire, nous vous demandons, Monsieur le Président, de vous rendre, en personne, en Arménie.

Nulle part au monde vous n'êtes autant attendu. Nulle part au monde votre visite ne contribuerait autant à l'apaisement et à l'espoir. En Arménie, vous êtes celui sur qui l'on compte, avec constance. On vous attend, Monsieur le Président, avec impatience. Votre nom résonne comme celui d'un frère. On ne peut l'expliquer, c'est ainsi. Un frère que l'on attend. Quand on prononce votre nom, le regard se porte au loin et un rêve très net se dessine.

Si aucun chef d'Etat n'a rendu visite à l'Arménie prétextant le principe de neutralité, il n'en a pas été de même pour l'Azerbaïdjan, bien au contraire. Ce principe a valu pour l'Arménie et non pour l'Azerbaïdjan, pays agresseur qui a eu recours à des supplétifs djihadistes, à des armes interdites, qui a retenu et torturé nombre d'otages pour monnayer encore plus de territoires arméniens. Le principe de neutralité est ainsi devenu le principal allié de l'agresseur dédouanant l'inaction des institutions que le monde s'est donné en faveur du maintien de la paix. Et l'appareil médiatique, de son côté, n'a eu cesse de confondre l'agresseur et l'agressé en assénant les euphémismes du type : le conflit reprend.

Aujourd'hui, les forces militaires azéries pénètrent en Arménie, transgressant ses frontières, elles violent les lois, terrorisent les populations, tuent parfois, créent un précédent concernant n'importe quel pays dans le monde. Votre visite en Arménie pour rencontrer votre homologue, en son pays, c'est-à-dire à l'intérieur de ses frontières, rétablirait ce qu'est la norme, ce qu'est le sens du mot de frontière. Votre présence signifierait : les frontières de l'Arménie existent. Pourquoi ? Parce qu'un chef d'Etat est le maître des frontières de son pays. Il veille sur elles, sur leur intégrité. Il gouverne à l'intérieur d'elles. Un chef d'Etat, qui est le garant de ses propres frontières qui rend visite à son homologue, lui rend visite en ses frontières, les reconnaît de fait. Il y a là une portée symbolique forte. Tout se passe comme si les visites si précieuses des parlementaires français

en Arménie invitaient le président de leur pays à faire de même et à aller plus loin. Les Arméniens de France, qui ont la chance de vivre dans un pays si proche de celui de leurs ancêtres, invitent le Président Macron à se rendre en Arménie. Fasse que leur message lui parvienne.

Ouvrez la voie, Monsieur le Président, que d'autres chefs d'Etat se rendent en Arménie, avec vous ou après vous pour signifier qu'il y a bien là un Etat en ses frontières.

Votre visite se situerait aujourd'hui parmi diverses rencontres internationales où la France pourrait joindre sa voix. Le 26 novembre, Vladimir Poutine a organisé un sommet à Sotchi avec Nikol Pachinian et Ilham Aliyev sans doute pour devancer celui qui se tiendra à Bruxelles, le 15 décembre, à l'invitation de Charles Michel, président du Conseil européen. Quelques jours auparavant, les 9 et 10 décembre, l'Arménie, participera, parmi 110 pays, au sommet virtuel pour la démocratie à l'invitation de Joe Biden, où les voisins et ennemis de l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Turquie et son semblant d'allié, la Russie ne sont pas invités. L'Arménie est sans doute très honorée de faire partie des pays reconnus « démocratiques », encore serait-il heureux de protéger son existence des velléités destructrices de ses voisins immédiats non reconnus démocratiques. Souhaitons que lors de cette rencontre virtuelle la question de la protection de ce petit pays démocratique soit posée par ses pairs et que les moyens lui soient donnés pour assurer sa survie et son développement. Souhaitons que la question de l'indépendance de l'Artsakh, qui a exercé, dans un cadre démocratique, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, y soit soulevée ainsi que le retour de ses territoires perdus, riches d'un patrimoine ancestral.

À l'heure des grands bouleversements géopolitiques, il est temps pour la France de reconnaître qu'elle a, dans le Caucase, un allié séculaire et sûr : le peuple arménien. En Artsakh, comme en Arménie, il faut que la France intervienne en faveur de cet allié, qu'elle soit son ambassadrice auprès de la Communauté européenne pour un règlement pacifique en Artsakh, qu'elle saisisse le Conseil de sécurité des Nations Unies pour assurer la paix aux frontières de l'Arménie.

Pour soutenir notre propos, nous redonnons vie au Groupe des cent, structure informelle qui vit le jour au lendemain des pogroms anti-arméniens qui se déroulèrent dans la ville azerbaïdjanaise de Soumgaït, le 28 février 1988. À la mémoire des victimes, le Groupe des Cent avait alors organisé une veillée au pied

de la Cathédrale Notre-Dame, aujourd'hui blessée, mais fort heureusement, en voie de restauration. Pour le peuple arménien aussi, nous souhaitons une renaissance.

Dans l'attente de vous savoir en partance pour l'Arménie, veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

Pour le GROUPE DES CENT

DARONIAN Liliane

DEMIRDJIAN Vatché

SHINGHIDIAN Astrik

HOVHANNISYAN Anna

13- Le Figaro

03/12/2021

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/poutine-fustige-erdogan-en-raison-de-drones--militaires-turcs-utilises-par-l-ukraine-20211203>

Poutine fustige Erdogan en raison de drones militaires turcs utilisés par l'Ukraine

Le président russe Vladimir Poutine a critiqué vendredi 3 décembre, lors d'une conversation téléphonique avec son homologue turc Recep Tayyip Erdogan, l'utilisation par l'armée ukrainienne de drones militaires fournis par Ankara.

Selon Vladimir Poutine, l'utilisation par les forces de Kiev de drones armés turcs de type Bayraktar, qui ont notamment effectué un tir en octobre contre les séparatistes prorusses, relève d'une «*provocation*».

Le président russe a fustigé la «*politique destructrice*» de Kiev visant selon lui à «*saper les accords de Minsk*» signés en 2015 et destinés à mettre fin au conflit dans l'Est séparatiste de l'Ukraine, mais dont le volet politique n'a jamais été appliqué. Vladimir Poutine a également souligné, lors de cette conversation téléphonique, la «*nécessité pour Kiev d'abandonner toute tentative d'activités*».

belliqueuses» dans l'Est de l'Ukraine, selon un communiqué du Kremlin.

Les drones de combat : armes stratégiques

Ces propos interviennent en plein pic de tensions entre la Russie et l'Ukraine, alors que Moscou est accusée d'avoir massé des troupes à la frontière en vue d'une éventuelle offensive. Le Kremlin dément tout plan en ce sens et accuse en retour Kiev de préparer une «*aventure militaire*» contre les séparatistes dans l'Est.

L'armée ukrainienne avait utilisé fin octobre un drone de fabrication turque Bayraktar TB2 pour frapper un canon Howitzer D-30 des rebelles prorusses. Ce tir avait été critiqué tant par la Russie que par la France et l'Allemagne, médiateurs du processus de paix dans l'Est de l'Ukraine. L'utilisation de drones de combat dans certains conflits récents, tels que celui entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie en 2020, avait permis de faire pencher la balance du rapport de force. L'Ukraine combat depuis 2014 dans l'est du pays des séparatistes prorusses, dans une guerre qui a fait 13.000 morts.

14- RFI

02/12/2021

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20211202-affaire-kavala-le-conseil-de-l-europe-lance--contre-la-turquie-une-proc%C3%A9dure-d-infraction>

Affaire Kavala: le Conseil de l'Europe lance contre la Turquie une procédure d'infraction

À la majorité des deux tiers de ses membres, le comité des ministres du Conseil de l'Europe a décidé ce jeudi 2 décembre de lancer contre la Turquie une procédure d'infraction en raison de son refus de libérer l'homme d'affaires et mécène Osman Kavala.

Cette décision était attendue, espérée par Osman Kavala et ses proches dont

certain craignaient tout de même que le Conseil de l'Europe préfère ménager la Turquie, rapporte notre correspondante à Istanbul, **Anne Andlauer**. Le comité des ministres, chargé de surveiller l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), a finalement lancé une procédure d'infraction.

En cause : les refus répétés de la justice turque de libérer Osman Kavala. Ou plutôt, ses manœuvres pour maintenir le mécène en détention préventive depuis plus de quatre ans, alors qu'il n'a reçu aucune condamnation et a même été acquitté en première instance, l'an dernier.

En décembre 2019, la Cour européenne des droits de l'homme avait réclamé sa libération « *immédiate* ». Elle avait motivé sa demande en estimant que l'emprisonnement d'**Osman Kavala** poursuivait « *un but inavoué, à savoir, le réduire au silence et dissuader d'autres défenseurs des droits de l'homme* ».

Le philanthrope, âgé de 64 ans, est poursuivi notamment pour « *tentative de renversement du gouvernement* » et « *espionnage militaire et politique* ».

Avec cette procédure d'infraction, le pays du président Recep Tayyip Erdogan est menacé de lourdes sanctions. Cette procédure rarissime et assez longue - de l'ordre de plusieurs mois -, peut aller jusqu'à la suspension ou à l'expulsion de la Turquie du Conseil de l'Europe, dont elle est membre depuis 1950.

Comme elle le fait chaque mois, la justice turque examinera le 23 décembre la demande de libération d'Osman Kavala. Quant au procès, il reprendra le 17 janvier prochain à Istanbul.

Ankara demande au Conseil de l'Europe d'éviter tout « ingérence »

Le comité ministériel du Conseil de l'Europe doit se prononcer vendredi sur cette procédure d'infraction contre la Turquie. Ce jeudi soir, dans un communiqué, Ankara a appelé le Conseil de l'Europe à s'abstenir de toute « *ingérence* » dans ses affaires judiciaires.

« *Par respect pour le processus judiciaire en cours, nous invitons le Conseil de l'Europe à éviter de prendre une décision qui constituerait une ingérence dans la justice indépendante* », écrit le ministère turc des Affaires étrangères. Ce dernier

estime que le conseil a adopté une « *démarche incohérente en insistant pour maintenir la décision sur Kavala à l'ordre du jour. Cela nuit d'abord au Conseil de l'Europe lui-même que les mécanismes existants [...] soient utilisés contre certains pays sur la base de préoccupations politiques, non selon une entente légale et équitable.* »

C'est la première fois qu'Ankara fait publiquement mention de cette menace du Conseil de l'Europe.

Pour avoir réclamé la libération d'Osman Kavala le mois dernier, [**dix ambassadeurs occidentaux**](#), dont celui des États-Unis, de la France et de l'Allemagne, ont été menacés d'expulsion par Recep Tayyip Erdogan. Le président turc les a accusés d'interférer dans « *la justice indépendante de la Turquie* », avant de se raviser *in extremis*.

15- Revue Conflits

29/11/2021

Livre - Rouben, un révolutionnaire et un homme d'Etat

Par Isabelle Kortian

(Lire l'article en pièce jointe)

16- France Arménie

Décembre 2021

Jean-Christophe Buisson : "Mon indignation individuelle s'est muée en révolte professionnelle"

Propos recueillis par Varoujan Mardikian

Grand entretien avec Christian Makarian

Par Tigrane Yegavian

"Ankara soutient son économie grâce aux opérations extérieures"

Par Vahé Ter Minassian